



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

EN GRÈCE COMME EN FRANCE CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LA CRISE

**- EN GRÈCE, ANNULATION DE LA DETTE !
- EN FRANCE, RETRAIT DE LA LOI MACRON !**

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 19 FÉVRIER 2015

En Grèce, c'est donc reparti pour un nouveau round de négociations entre le gouvernement grec de Tsipras et les ministres des finances de la zone euro pour tenter de trouver un accord pour l'étalement de la dette.

Pourtant, Tsipras ne demande même plus l'annulation de la dette. Il se plie au cadre fixé par ses créanciers pour négocier un étalement des remboursements.

Mais même cela est inacceptable pour les financiers et leurs hommes politiques.

La Banque Centrale Européenne, comme Hollande ou Merkel, veulent mettre le peuple grec à genou en obligeant le gouvernement issu des élections à renier ses promesses électorales.

Ce n'est pas aux peuples de payer les dettes illégitimes

La dette grecque n'est pas celle du peuple grec. Elle est celle de ses gouvernements successifs, corrompus jusqu'à la moelle, pour le plus grand profit des banquiers européens et des grandes sociétés.

Un seul exemple : les dépenses militaires grecques représentent 4% du Produit intérieur brut (PIB) de la Grèce, alors qu'elles en représentent 2,4% pour la France.

Les grands gagnants de la dette grecque ont été les banques qui se refinançaient auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) à 1% et prêtaient à la Grèce à 6%, et même à 12% début 2010. Des bénéfices exorbitants. A elles de payer maintenant et pas aux classes populaires.

Le gouvernement, la droite les médias nous expliquent que si les grecs ne paient pas « leur » dette, cela coûtera 600 € par français. Comme si c'était nous qui étions détenteurs de la dette grecque ?

Bien au contraire, le gouvernement devrait annuler les 40 milliards qu'il en détient sans qu'il en coûte un centime à la population. Aux banques qui se sont engraisées avec la dette de payer !

Solidaires, car dans la même galère

Pour le monde de la finance et les hommes politiques à leur service, il ne faut pas laisser croire qu'en Grèce, ils pourraient céder, ni même négocier.

Parce que si l'austérité a été appliquée avec une brutalité sans précédent en Grèce, elle est aussi mise en œuvre dans tous les pays d'Europe. En fait, leurs menaces contre le peuple grec visent tous les travailleurs, ici comme en Espagne, au Portugal ou en Allemagne.

En France, le gouvernement est en train de faire passer sa loi Macron en force, à coup d'article 49-3, une des pires attaques contre le monde du travail depuis son arrivée au pouvoir. Si les pharmaciens, les notaires et les avocats ont su se faire entendre pour qu'on leur fiche la paix, cela n'a pas été le cas des salariés.

Les dirigeants des grandes confédérations syndicales n'ont lancé aucune campagne d'information et encore moins de mobilisation pour faire barrage à cette loi qui est une vraie bombe contre ce qu'il reste des protections contenues dans le Code du travail.

L'entreprise de démolition engagée par Macron va frapper l'inspection du travail, la médecine du travail, la justice du travail, le droit pénal du travail et les institutions représentatives du personnel.

Une seule solution : la lutte des travailleurs et des peuples

En Grèce, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue des grandes villes du pays pour dire leur refus du chantage. Aujourd'hui, le peuple grec sait qu'il n'a rien à attendre des négociations avec l'Union Européenne. Une vraie rupture avec l'austérité ne pourra être imposée que par la puissance de sa mobilisation et de son organisation et par la reconstruction d'un rapport de force à l'échelle de toute l'Europe.

Ici contre la loi Macron comme en Grèce, il n'y aura pas de vraie solution en dehors d'une mobilisation de l'ensemble du monde du travail, un mouvement de grèves suffisamment puissant pour en finir avec toutes les politiques d'austérité et de régression sociale.

LA DÉRÈGLEMENTATION SELON MACRON



PASSAGE EN FORCE D'UN GOUVERNEMENT AUX ABOIS

Devant le risque de rejet de sa loi Macron par les députés, Manuel Valls vient d'engager la responsabilité de son gouvernement en utilisant le 49-3 pour faire passer sans vote cette loi entièrement favorable au patronat. Il est loin le temps où François Hollande considérait l'article 49-3 comme « une brutalité », un « *déni de démocratie* », « *une manière de freiner ou d'empêcher le débat parlementaire* ».

L'attaque sans précédent contre les droits des salariés s'accompagne donc d'un déni de démocratie par le gouvernement PS-MEDEF et tout cela avec le même baratin : « *une loi favorable aux salariés* », « *une loi pour lutter contre le chômage* ». Mais de qui se moque-t-on ?

Qui peut croire un seul instant que démolir les conventions collectives ou les possibilités de recours juridiques pour les salariés va faire baisser le chômage, permettre des embauches ? La vraie raison de cette loi est de réduire à presque rien les droits des salariés et de renforcer le pouvoir exorbitant du patronat. C'est un nouveau recul pour toute la société.

Ce coup de force montre une fois de plus que ce gouvernement est aux ordres du patronat et des plus riches. Seules nos mobilisations, nos luttes pourront les empêcher de nuire. Le projet doit désormais passer au Sénat, en avril. Toutes les forces du mouvement ouvrier ont maintenant la responsabilité de construire une mobilisation unitaire et massive pour contraindre le gouvernement à retirer son projet de loi, comme cela a été le cas pour le CPE de Villepin en 1986.

RENAULT CHAMPION DE LA PUBLICITÉ ... MENSONGÈRE !

Jeudi 12 février, Renault et son PDG Carlos Ghosn ont annoncé 1 000 embauches en France en 2015. Mais entre novembre 2013 et novembre 2014, après la signature l'accord de compétitivité, Renault a perdu près de 2 000 emplois. Et en dix ans, la saignée a été de plus de 30 000 emplois avec des effectifs qui sont passés de 76 000 en 2004 à 45 000 fin 2014.

En clair, même avec 1 000 emplois en plus cette année, il y aura moins de salariés qu'il y a deux ans. Et pourtant Renault annonce une augmentation de la production. Cela entraînera plus de charges de travail et un recours accru à l'intérim.

A Sandouville, 60 % des opérations de montage sont déjà confiées à des intérimaires, jusqu'à 80% sur les chaînes de l'usine de Flins. Les 1 000 emplois annoncés ne suffiront même pas à l'embauche de tous les intérimaires !

LES MAUVAIS COMPTES DE RENAULT

Pendant que la direction publiait ses résultats financiers, elle annonçait « *pas d'augmentation générale des salaires* », mais seulement des augmentations individuelles au mérite, c'est à dire à

l'arbitraire des grands et petits chefs. Le total de l'enveloppe pour 2015 est inférieure à 1 %. C'est la poursuite du gel des salaires accepté par les signataires de l'accord de compétitivité, en mars 2013, avec des discriminations qui vont s'aggraver entre salariés.

Et pendant ce temps, les affaires de Renault vont mieux. En 2014, le bénéfice net a été multiplié par 3, passant à 1,83 milliard d'euros. Ceux qui en profiteront seront les actionnaires. Renault devrait leur verser 562 millions d'euros de dividendes, soit six fois plus que ce qu'il versera à l'ensemble de ses salariés au titre de l'intéressement !

CRIME EN BANDE ORGANISÉE

D'après les informations du journal « *Le Monde* », des banques, en particulier la filiale suisse de la banque HSBC, ont démarché de riches particuliers en leur proposant d'ouvrir des comptes dans des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux encore plus discrets que la Suisse, comme le Panama ou les Îles Vierges, pour leur permettre d'échapper au fisc.

Rien qu'entre novembre 2006 et mars 2007, l'évasion fiscale se montait à plus de 180 milliards d'euros. Parmi les 3 000 fraudeurs recensés en France, des patrons d'entreprises comme Tati ou les parfums Nina Ricci, des artistes, des sportifs. Il y a encore EDF qui a créé des sociétés offshore en Irlande, au Luxembourg et aux Bermudes, afin de payer moins d'impôts. Il faut enfin y ajouter au niveau international des trafiquants d'armes et de drogues, des financiers, le roi du Maroc, des princes saoudiens, etc...

Le ministre des finances Sapin a fait mine de découvrir. Pourtant, dès 2012, une commission d'enquête du Sénat avait estimé le coût de l'évasion fiscale entre 30 et 60 milliards d'euros par an pour les finances publiques tandis que pour le syndicat Solidaire-Finances Publiques, la fraude plomberait les caisses de l'Etat à hauteur de 60 à 80 milliards d'euros par an.

C'est pratiquement le budget de l'Éducation nationale. Et pourtant, le gouvernement a encore le culot de nous parler de « *rigueur* ».

Quand la bourgeoisie s'organise ainsi pour préserver sa richesse, en se moquant totalement des lois, il n'y a pas d'autre solution que de prendre le contrôle du système bancaire par l'expropriation pour imposer la transparence totale des comptes et la socialisation de l'activité bancaire.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « *auto-critique* » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique